



Le bec dans l'eau

En matière de retenue d'eau, il y aura forcément un « après-Sivens ». Et sans doute pas dans le sens qu'auraient souhaité les agriculteurs, confrontés à des déficits chroniques de pluviométrie, au défi du changement climatique et en recherche de sécurité pour leurs systèmes de production. C'est aussi pour cela que le sujet crispe autant la sphère agricole, au-delà du seul enjeu territorial tarnais. Chacun des protagonistes, pro ou anti, a bien compris que, derrière cette affaire, se joue un précédent lourd de conséquences.

L'arbitrage que vient de rendre Ségolène Royal n'est pas de bon augure, car c'est un faux-semblant de compromis (lire aussi en page 14). Une fois encore, c'est en fait une vision plutôt malthusienne de la production agricole qui l'emporte, gouvernée plus par l'émotion que par la raison. Il faut être lucide : avec une réserve diminuée de moitié en capacité, de nouvelles procédures à reprendre et des financements à retrouver – car ceux qui étaient prévus vont tomber faute de réalisation dans les temps –, le scénario censé être le plus favorable aux agriculteurs n'est pas près d'être réalisé... Une Berezina, car, avec de telles perspectives, il n'y aura pas de quoi susciter des vocations

Après l'arbitrage du pouvoir central, la réalisation d'un projet alternatif à Sivens paraît, en pratique, bien hypothétique.

à l'installation, dans une région dont on sait qu'elle sera la plus touchée de France par le réchauffement. Un mauvais signal en tout cas, alors que beaucoup de projets de retenues collinaires dans l'Hexagone sont déjà abandonnés de guerre lasse, eu égard à la lourdeur des procédures et à la contestation juridique. Après l'ouverture qu'avait manifestée le précédent ministre, Philippe Martin, sur le sujet, on se rend compte que l'irrigation reste un gros mot au ministère de l'Ecologie.

Contestation importée contre approbation locale, pouvoir central contre démocratie locale, il est frappant de constater que toutes les instances territoriales s'étaient prononcées pour cette retenue. Furax, se déclarant, lundi 19 janvier, « en désaccord total sur la forme et sur le fond », avec la méthode Royal, Jean-Michel Baylet, pourtant soutien de la majorité, a prévenu que son département, le Tarn-et-Garonne, ne financerait pas un autre projet que celui qui était prévu. En attendant, à cause de la persistance d'une zone de non-droit, l'ambiance est de plus en plus délétère au Tescou et la vie des riverains perturbée. **Il est évident que certains protagonistes cherchent à pousser les agriculteurs à la faute. Ne tombez pas dans le panneau...** ■